

Chapitre XIX

Y. MARGUERAT

LE RÉSEAU URBAIN ET LA FORMATION D'UNE RÉGION

La formation du système urbain - la population des villes - les activités des villes.

Dans le cadre fixé par des frontières artificielles à l'origine mais de plus en plus concrètes à mesure que se forment et s'individualisent les nations africaines, une région est en train de naître, organisée par les administrations de l'appareil d'État, structurée par les flux croissants d'hommes, de produits et d'argent, polarisée par le réseau urbain qui se met en place.

LA FORMATION DU SYSTÈME URBAIN

En Afrique Noire, en général, les villes ont été créées par la colonisation, comme relais des fonctions administratives et commerciales. Les relais ont cessé d'être opératoires quand la facilité des transports a permis la concentration sur une seule métropole côtière ; d'où l'effondrement des réseaux urbains pyramidaux et une restructuration « macrocéphale » de l'espace, où une seule ville, cumulant tous les facteurs de croissance urbaine, domine sans intermédiaires une poussière de centres secondaires, qu'aucune bourgeoisie locale n'est en mesure d'animer ni de défendre.

Le Cameroun fait relativement exception à la règle (1) : la dualité Yaoundé (capitale politique) / Douala (capitale économique) limite les effets desséchants de la macrocéphalie et permet la prospérité d'actives villes moyennes (Bafoussam, Nkongsamba, Bamenda,...) ; surtout, son extrême diversité régionale rend obligatoire une certaine décentralisation. C'est à cela que le Nord doit sa ferme personnalité provinciale, dominée par l'une des rares véritables capitales régionales africaines : Garoua.

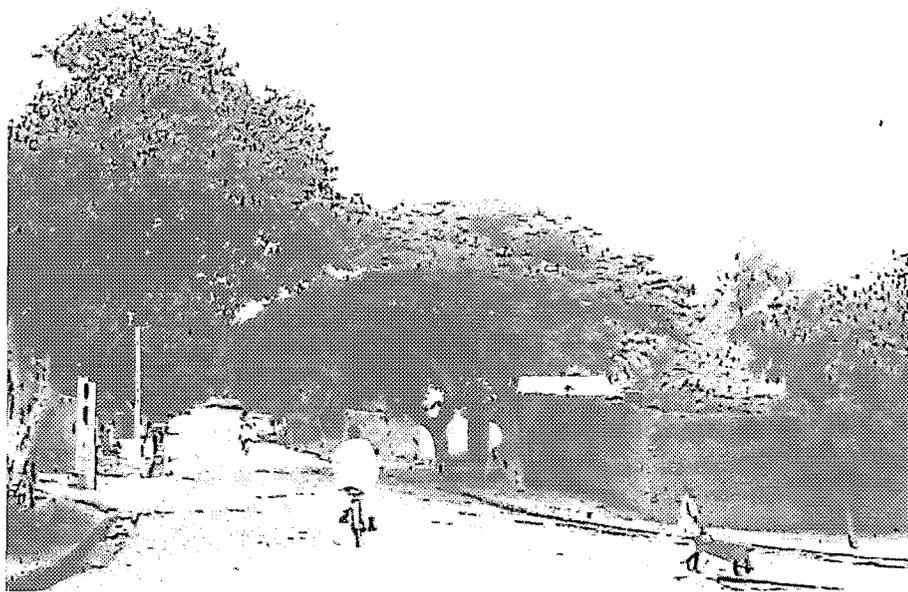
(1) cf. — Anne-Marie COTTEN et Yves MARGUERAT : « Deux réseaux urbains africains. Cameroun et Côte d'Ivoire », in Cahiers d'Outre-Mer, n° 116, 1976 (pp. 348-385) et n° 120, 1977 (pp. 348-382).

— Yves MARGUERAT : « Réflexions cursives sur l'évolution des réseaux urbains en Afrique Noire », in Cahiers ORSTOM Sciences Humaines, vol. XV, n° 2, 1978 (pp. 173-185).

Villes



36. *Maroua* : la ville, enfouie dans les arbres, s'étale sur les deux rives du mayo Kaliao, large banc de sables en saison sèche. (Cliché Y. MARGUERAT).



37. *Mokolo* : quiétude et intimité d'une petite ville ; manguiers, flamboyants, concessions abritées derrière de hauts murs en terre. (Cliché Y. MARGUERAT).

La région, on l'a vu ci-dessus (surtout pp. 375-377), n'ignorait pas *le fait urbain avant la colonisation*. Celui-ci était *directement lié à l'Islam* : les principautés kotoko du Logone (et sans doute leurs ancêtres Sao), le royaume mandara, les seigneuries foubé (1) avaient su organiser l'espace et les flux autour de cités où se retrouvaient dignitaires, agents exécutifs et commerçants, notables rentiers du sol, lettrés et artisans. C'était là un modèle assez fréquent en Afrique soudanienne, quand les structures sociales permettaient le prélèvement sur les campagnes d'un surplus capable de nourrir une classe dirigeante urbaine et ses auxiliaires ; l'Islam fournissait à la fois le ciment et le cadre de référence universelle. Ces villes connurent, jusqu'au XIX^e siècle, une brillante civilisation.

Ici comme ailleurs, ces anciennes cités n'ont survécu que quand l'administration coloniale les a reprises à son service (ce qui était d'ailleurs, pour elle, la solution la plus commode). Doulo, l'ancienne capitale des Mandara, ravagée par Rabah à l'extrême fin du XIX^e siècle, n'est plus qu'un hameau au centre du vaste cercle formé par un talus aplati, ultime vestige de ses remparts de terre ; Kalfou, base de départ d'une offensive avortée face aux Païens du fleuve, est réduite depuis lors au rang du village. On peut encore citer, aux marges de notre zone d'étude, Logone Birni (2), tête d'une principauté kotoko qui couvrait tout le sud du Logone-et-Chari ; d'abord choisie par les nouvelles autorités, en 1920, elle fut délaissée deux ans plus tard au profit de Kousséri (rebaptisée Fort-Foureau en 1924), plus commode d'accès grâce au confluent du Logone et du Chari, juste en face de Fort-Lamy ; ou bien Rey Bouba, capitale d'un État peul plus vaste que la Belgique (36 000 km²), qui sut toujours jouer des rivalités entre ses adversaires – autres lamidats foubé, puis Allemands et Français – pour sauvegarder son autonomie : l'administration coloniale accepta de ne pas lui imposer sa présence et de s'installer, avec ses bâtiments, ses fonctionnaires, ses écoles, ses dispensaires, sa poste, à Tcholliré, deuxième capitale à une trentaine de km plus au sud (3).

L'une et l'autre cité flottent aujourd'hui dans une enveloppe trop grande, autour de remarquables palais qui se délabrent. Logone Birni, qui avait plus de 15 000 âmes selon les voyageurs du XIX^e siècle, compte, en 1976, à peine 2 000 habitants et Rey Bouba 5 000 (moins qu'au début de ce siècle). La première compte 73,3 % d'agriculteurs, l'autre 83,4 %. Par les vestiges de leurs architectures d'autrefois, ce sont des villes, des fantômes de villes ; par leur population, ce ne sont plus que des villages (4).

Hormis Pitoa (5 000 habitants), qui doit un embryon d'urbanisation à son huilerie d'arachide et à son école normale, en plus de son rôle de carrefour routier et d'important marché, et Figuil, avec son exploitation du calcaire et ses maisons de pierre (5), toutes les agglomérations qui prétendent au rang urbain le doivent d'abord à des *fonctions administratives*, qui ont toujours (sauf pour quelques grosses missions chrétiennes) commandés l'implantation des autres activités. Les plus minces chefs-lieux de district, cependant, ne se dégagent guère des campagnes. Maga, installé sur une butte qui émerge à peine au milieu du yaéré formant frontière entre les sultanats rivaux de Pouss et de Guirvidig, Bourrah, dans le sud du plateau mandara, qui ne réunit que 212 habitants, peuvent difficilement être

(1) cf. sur elles les travaux d'histoire de Mohammadou Eldridge.

(2) Birni = ville fortifiée en haoussa. C'est elle, « Lagwan », qui a donné son nom au fleuve Logone. Cf. Annie LEBEUF : « Les principautés kotoko, essai sur le caractère sacré de l'autorité », CNRS, Paris, 1969. Remarquables photographies d'éléments architecturaux souvent disparus aujourd'hui.

(3) Tcholliré présente aussi l'avantage d'un accès routier permanent, alors que Rey est isolée par les crues pendant près de la moitié de l'année.

(4) Logone Birni est tout de même chef-lieu de district, avec une petite administration, une gendarmerie, un dispensaire, un poste agricole, un poste vétérinaire...

(5) Non comptée dans la « population urbaine » par le recensement de 1976. Probablement 2 000 habitants.

comptés au nombre des villes. Il faut *une certaine ancienneté au fait administratif* pour se transformer en fait urbain. En dehors de Méri, élevé au rang de sous-préfecture juste avant l'Indépendance et de Bogo, Mindif, Kar Hay (1) et Mayo Oulo (2) peu après elle, tous les chefs-lieux d'arrondissement ou de département ont déjà un long passé de commandement territorial : dès 1922, après les tâtonnements nécessaires pour reprendre la trame allemande dans de nouvelles frontières, Garoua, Maroua, Guider, Yagoua et Mokolo étaient distinguées. Mora, promue en 1916, dès la capitulation de l'héroïque garnison du capitaine von Raben, perdit ses fonctions au profit de Maroua dès 1918, pour les retrouver en 1931. Kaélé, poste administratif en 1937, chef-lieu de subdivision en 1938, fait figure de benjamine, mais l'implantation de la CFDT, on l'a vu, lui a valu un équipement digne d'une préfecture.

A vrai dire, peu de choses, dans les *paysages urbains* actuels, distinguent encore les villes créées ex-nihilo (Kaélé, Yagoua) de celles que l'administration coloniale reprit à son service : Mokolo, poste militaire peul, Guider, agrippée à ses rochers, Mora, dernière capitale des Mandara, Garoua, petit port commercial haoussa que sa réussite a rendu totalement méconnaissable, aujourd'hui ville tentaculaire, avec quelques beaux monuments comme sa grande mosquée (au minaret haut de 32 m), mais dans l'ensemble assez banale.

L'urbanisme colonial français appliquait partout les mêmes principes : un découpage géométrique (volontiers quadrangulaire, ou bien radiocentrique), des lots attribués par le Domaine public sous le régime de la concession, quelques exigences d'architecture (comme les colonnades soutenant une galerie couverte le long des factoreries – le négoce au rez-de-chaussée, le logement à l'étage – du quartier du commerce), une séparation des fonctions : quartiers administratifs, commerciaux, résidentiels (en distinguant soigneusement secteurs européens et africains), de beaux alignements de flamboyants... Les quartiers africains, antérieurs ou postérieurs à la ville des Blancs, ont très largement gardé le style architectural des villages, si ce n'est la percée de quelques avenues rectilignes. A Kousséri, la vieille cité kotoko est restée presque intacte à l'abri des vestiges de sa muraille. A Maroua, on a respecté le zonage ancien : à l'est, dans le prolongement du palais du lamido, la partie administrative, dominée par la colline de la Résidence préfectorale ; à l'ouest, dans le prolongement du grand marché, le centre commercial moderne, puis les quartiers européens, l'habitat traditionnel s'étalant au nord, jusqu'aux contreforts des montagnes, et au sud, sur les deux rives du mayo Tsanaga. C'est (avec Ngaoundéré) la mieux préservée des villes foubé, avec le charme de ses vieux quartiers, de ses ruelles ombreuses entre les murailles d'argile, de ses bruits étouffés, avec sa vie secrète, comme hors du temps (3).

LA POPULATION DES VILLES

Pris dans leur ensemble, les cinq départements qui forment le Nord du Cameroun comptent vingt agglomérations pouvant prétendre au statut de ville :

(1) En fait simple quartier périphérique du gros village de Doukoula.

(2) Préféré récemment à la proche (et non moins modeste) bourgade de Dourbeye.

(3) Elle n'a guère changé depuis la description que donnait en mars 1926 André Gide de la ville et de son paysage.

dix-sept chefs-lieux de département, d'arrondissement ou de district (1) et trois autres bourgades à fonctions sociales ou économiques originales : Pitoa, Rey Bouba et Touboro (2). Soit 243 800 habitants (3) : 13 % de la population. Avec 24,5 % des Camerounais, ces cinq départements ne regroupent que 11,2 % de l'ensemble de la population urbaine. On trouve cependant les quatrième et cinquième villes du pays par rang de taille : *Maroua* (67 200 hab.) et *Garoua* (63 900), qui talonnent les 71 000 de Nkongsamba, depuis longtemps troisième pôle urbain du Cameroun.

Le poids de ces populations urbaines (ou présumées telles) n'est évidemment pas le même partout : 22,1 % des habitants de la Bénoué (37 % de ceux de l'arrondissement de Garoua, 12 % de celui de Guider), 18,7 % dans le Diamaré (33 % dans l'arrondissement de Maroua, 17 % à Bogo – ces gros bourgs foubé peuvent être importants localement –, 9 % à Kaélé, 3 % à Méri). Ailleurs, le taux d'urbanisation est bien médiocre : 7 % dans le Mayo Danay, 2 % dans le Margui-Wandala (2,5 % à Mora, 1,7 % à Mokolo, malgré la présence de la préfecture). Quelques villes, donc, pèsent lourd sur leur environnement immédiat ; les autres se diluent dans un monde encore essentiellement rural.

Si le semis des villes (fig. 78) est relativement régulier, il y a en fait une grande coupure entre les deux grandes cités, Garoua et Maroua, de plus de 60 000 habitants, et les autres villes : Guider (18 600), Yagoua (14 700) et Kaélé (11 800). Les autres agglomérations pèsent beaucoup moins : après Bogo (7 900), viennent de nombreuses agglomérations de 3 à 5 000 habitants : Pitoa (5 400), Mindif (4 900), Mora (4 200), Mokolo (3 800) (4)... En queue de liste : Koza (1 750) et Méri (1 440). Au fil de ces analyses, nous garderons en mémoire le cas de la troisième grande ville de la province : *Ngaoundéré* (40 000 hab.), à titre comparatif.

Cette situation de 1976 est l'héritage d'un long passé. Mais pour reconstituer les évolutions, les chiffres manquent, ou sont peu crédibles et non simultanés. Lors d'un dénombrement général en 1933, Maroua était la seconde ville du Cameroun, avec 13 600 habitants (la moitié de Douala : 26 000). Suivaient Ngaoundéré (8 400), Yaoundé (6 500), Garoua (5 000), Nkongsamba (2 100). La configuration urbaine du pays restait très archaïque, et les vieilles cités foubé faisaient honorable figure au milieu des centres coloniaux qui naissaient à peine.

Vingt ans plus tard, après les bouleversements de la guerre et de l'après-guerre, la hiérarchie actuelle s'est mise en place : Douala atteint 120 000 habitants, devant Yaoundé (30 000) et Nkongsamba (20 000), tandis que les villes du Nord, à l'écart de cet essor, ne bougent guère : Maroua, avec 17 000 habitants, n'est plus que la quatrième ville du pays ; Ngaoundéré (14 000) s'en rapproche ; Garoua regroupe lentement 9 000 habitants. A la veille de l'Indépendance, Maroua doit avoisiner les 25 000 hab., Garoua rejoint Ngaoundéré autour de 15 000. En 1962-63, Maroua (28 000 hab.) s'est accrue, par rapport à 1953, de 64 % (environ 5 % chaque année) ; Garoua (22 500 en 1965) a été multipliée par 2,5 (8 à 9 % par an), décrochant de Ngaoundéré (17 000). Yagoua compte alors 7 200 habitants, Guider 6 700, Kaélé 5 000 ; le reste est négligeable.

Au recensement de 1967-68 (en fait étiré jusqu'en 1969 et de qualité médiocre), Maroua n'est créditée que de 33 000 habitants (en 1969), ce qui paraît, rétrospectivement, peu vraisemblable : il est difficile de croire que cette ville à la croissance supposée modeste ait pu, depuis, doubler en sept ans. 40 000 habitants en 1968

(1) On négligera ici Bourrah (200 personnes).

(2) Figuil (quelques milliers d'hab.) n'a pu être isolé de son environnement rural.

(3) Chiffres rectifiés en fonction du coefficient de redressement des erreurs du recensement (+7,1 % dans les villes, +6,8 % en zone rurale), à partir des données de base des zones de dénombrement.

(4) Chiffre peut-être inférieur à la réalité (on s'attendait à deux fois plus). Aucune erreur n'a cependant pu être détectée dans les documents de base.

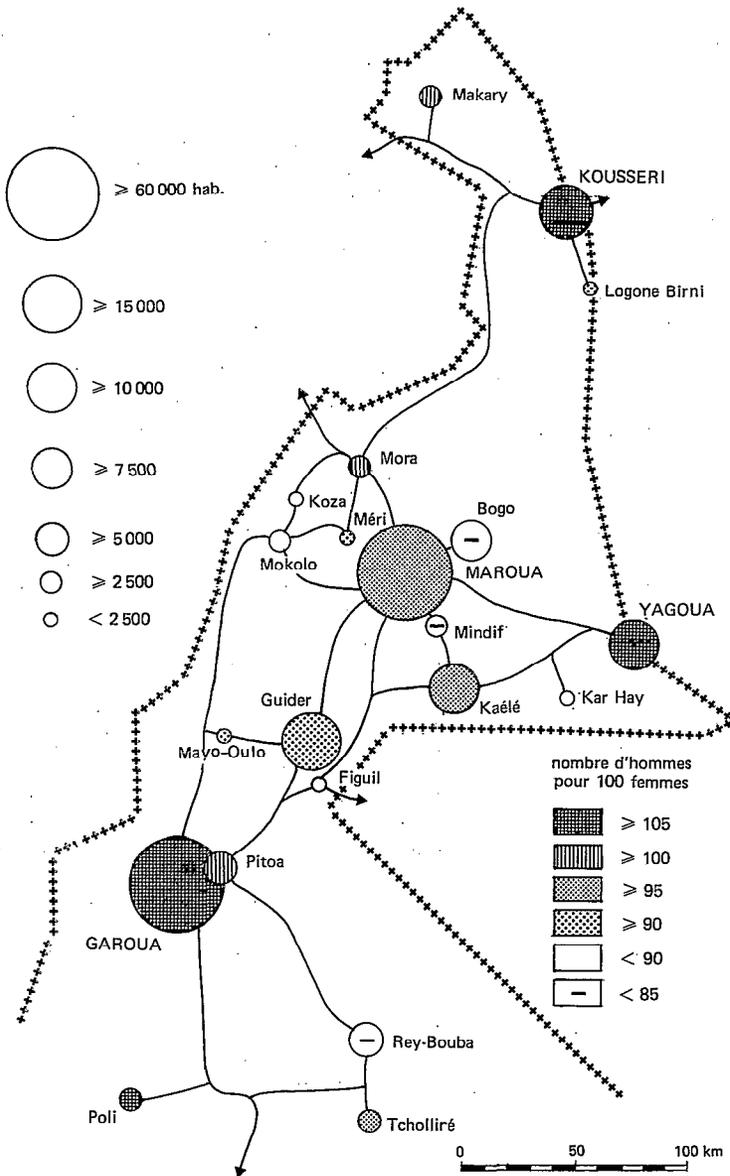


Fig. 78 Population des villes en 1976

serait un chiffre plus crédible (6 % par an ?). Garoua avait atteint 29 000 habitants (9 % par an ?), laissant Ngaoundéré (1) loin derrière. Quelques petites villes s'étoffent : 12 000 habitants à Yagoua, 8 600 à Guider, 7 300 à Kaélé, 5 700 à Kousséri, 4 000 à Mora ; les autres – dans la mesure où elles apparaissent dans les données publiées – ne dépassent pas 2 000 habitants.

Des dénombrements de la première décennie de l'Indépendance au recensement général de 1976, Maroua aurait donc connu un rythme annuel de croissance de 7 % (sans doute plus rapide ces dernières années), Garoua d'environ 10 % (elle a plus que doublé en huit ans), Guider et Kousséri également ; Kaélé et Yagoua semblent nettement plus lents : 6,5 % et 3 % au maximum.

Continuer les courbes jusqu'à nos jours donne, pour 1982, 100 000 à 110 000 habitants à Garoua et à Maroua (2), 32 000 à Guider, 23 000 à Kousséri, 17 000 à Yagoua et Kaélé. Soit 300 000 citadins dans ces six villes principales, contre 190 000 en 1976, environ 100 000 en 1968, à peine 75 000 en 1962-63, c'est-à-dire une multiplication par 4 en vingt ans, un rythme moyen de 8 à 8,5 par an : le fait urbain dans le nord du Cameroun, même s'il reste limité à quelques impacts, a cessé d'être marginal.

**

Parmi les meilleurs indicateurs dont nous disposons pour décrire cette population urbaine et son dynamisme, figure le *rapport de masculinité* (nombre d'hommes pour 100 femmes). En effet, ce sont surtout les hommes qui partent en quête de travail, vers les régions où l'emploi (ou l'espoir d'emploi) abonde, vers les villes en particulier, dans la mesure où leur essor correspond objectivement à une multiplication des occasions d'activités rémunératrices. A l'inverse, une majorité de femmes, là où celles-ci n'ont guère de migrations autonomes (ce qui est le cas au Nord-Cameroun), correspond généralement aux secteurs les plus déprimés économiquement et humainement (3).

C'est Garoua, on pouvait s'en douter, qui concentre le plus grand nombre d'hommes : 108,2 pour 100 femmes, devant Yagoua (107,4) et Kousséri (105,5), Mora (104,7) (4) et Pitoa (100). Toutes les autres agglomérations sont à dominante féminine : 98,5 à Maroua, 97,6 à Kaélé (malgré ses industries), 93,5 à Guider (malgré sa croissance). Les chiffres les plus bas correspondent bien à de petits centres sans dynamisme capable de retenir leurs hommes : 88,1 à Mokolo, 84,8 à Bogo, 82,9 à Mindif et surtout – situation extrême très révélatrice – 62 à Rey-Bouba, record du Cameroun tout entier.

**

Autre élément très évocateur : la *proportion de migrants* (5). Ceux qui ne sont pas nés sur place forment 46,8 % de la population de Garoua (enfants compris ; la proportion parmi les seuls adultes est certainement beaucoup plus forte), 45 % de celle de Kousséri. On a là des villes au grand pouvoir d'attraction. Celui-ci est encore puissant à Maroua (35,1 %) et à Yagoua (32,4 %) (6). Valeurs moyennes à

(1) 20 000 hab., donc 4 % par an, contre 9 % dans la période suivante, une fois le chemin de fer arrivé.

(2) Ngaoundéré : 65 000.

(3) En zone rurale, où les femmes sont partout en surnombre (sauf dans le Logone-et-Chari), les plus fortes carences en hommes sont dans les arrondissements de Guider (88 H/100 F), Kaélé (90) et Kar-Hay (90), de loin les plus gros fournisseurs de migrants.

(4) Ngaoundéré : 104,6.

(5) Dans la « population urbaine » d'arrondissement, Garoua est additionné avec Pitoa, Guider avec Mayo-Oulo, etc. ce qui modifie assez peu les données.

(6) Ngaoundéré : 29,9 %.

Guider (23,4%) et Kaélé (24,9%), de même, parmi les bourgades que sont Kar-Hay (25%), Bogo (23%). Les autres agglomérations vivent en vase clos : à peine 19% d'immigrés à Mokolo, 15,7% à Mora, 12,4% à Mindif, 10,7% à Méri. Ce sont sans doute quelques fonctionnaires, avec quelques commerçants : le pouvoir d'attraction véritable est quasi nul (fig. 79).

Ne compter que les immigrants qui viennent d'un autre département ou d'un autre pays élargit considérablement les écarts : c'est le cas de 40,7% des habitants de Garoua (dont le sixième de la population vient du sud du pays), 28,9% de ceux de Yaoundé, 20,6% seulement à Maroua. Les taux les plus faibles sont à Mindif (4,7%), Bogo (10%), Mora (12,8%), Poli (13,4%).

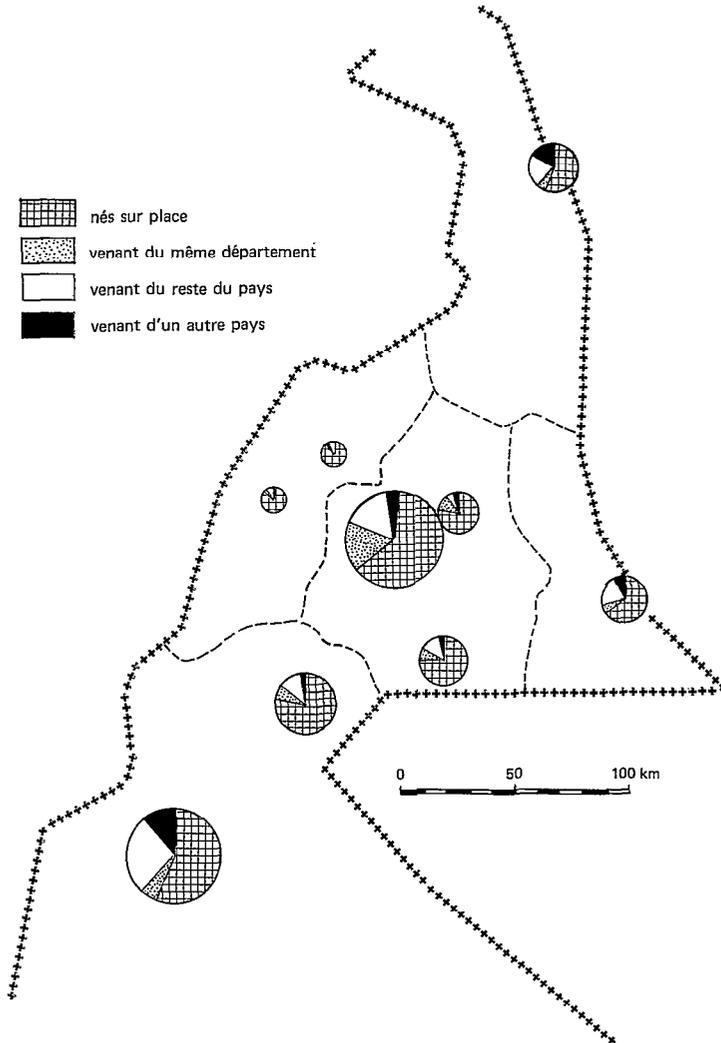


Fig. 79 Origine des citadins

En ne publiant la provenance des migrants que par « département de résidence antérieur », le recensement de 1976 est moins précis que ne l'était celui de 1968, qui permettait d'analyser les arrondissements de naissance. C'est pourquoi nous ne reprendrons pas ici la description des courants migratoires. Donnons simplement, par un tableau, les grandes valeurs de la situation actuelle (1).

Tableau 29 : Origine des citoyens immigrés
Département de résidence antérieure (si + de 50 immigrants)

ville (nombre d'immigrants et %)	BENOUE	DIAMARE	MARGUI-WANDALA	MAYO-DANAY	LOGONE-CHARI	Pays étrangers	autres départ.
GAROUA (1) 30 311 (46,8 %)	3 957	7 478	2 372	1 095	336	7 040	Mfoundi 2 449 Wouri 1 159
MAROUA 22 007 (35,1 %)	2 388	9 120	3 430	1 408	482	2 711	Mfoundi 727 Adam. 533
GUIDER (2) 4 597 (23,4 %)	1 357	1 563	428	111		706	Adam. 148
YAGOUA 4 441 (32,4 %)	388	1 615	294	478	228	886	Mfoundi 181
KAELE 2 744 (24,9 %)	541	758	147	81	81	435	Mfoundi 262 Adam. 102
BOGO 1 680 (22,6 %)		936	124	154		355	
MOKOLO (3) 1 027 (19,0 %)	182	274	175			149	
MORA 625 (15,7 %)	69	183	117		61	90	
MINDIF 573 (12,4 %)		354				91	
KAR-HAY 507 (25,0 %)		266		87		64	
NGAOUN-DERE 11 759 (29,9 %)	2 318	737	204	159	75	1 526	Mfoundi : 1103 Adam. 1 867
YAOUNDE 170 735 (54,5 %)	3 831	2 028	604	413	204	9 285	
DOUALA 243 058 (61,4 %)	1 895	993	205	840	94	12 444	

(1) + Pitoa. (2) + Mayo Oulo. (3) + Koza et Bourrah
Mfoundi = département de Yaoundé. Wouri = département de Douala. Adam = Adamoua.

(1) En données brutes sans coefficient de correction.

29 des 40 départements camerounais (1) ont envoyé au moins 50 ressortissants à Garoua, qui a donc un recrutement d'envergure nationale (seuls les anglophones y sont à peu près absents), 15 départements seulement à Maroua, dont la ponction sur le Sud est beaucoup plus restreinte. Kousséri, Yagoua et Kaélé (9 chacune) ont un rayonnement qui dépasse nettement les limites provinciales. C'est beaucoup moins vrai à Guider (7) et à Mokolo (6). Mora (5), Bogo, Kar-Hay (3) et surtout Méri (un unique département : le sien) existent à peine au-delà de leurs fonctions départementales.

Mokolo et Mora n'exercent pratiquement aucune attraction sur leur propre département : respectivement 3,2% et 2,9% d'originaires du Mangui-Wandala rural parmi les habitants (contre 5,1% et 4,6% en provenance du Diamaré voisin – des Foulbé vraisemblablement) alors qu'ils sont plusieurs milliers à Maroua et à Garoua. Même phénomène dans le Mayo Danay : les originaires sont, à Yagoua et à Kar-Hay, trois fois moins nombreux que ceux du Diamaré (3,5% et 4,3% contre 11,8 et 13,1), tandis qu'ils sont trois fois plus nombreux à Maroua et deux fois plus à Garoua qu'à Yagoua. Même chose, bien sûr, pour les départements gros fournisseurs de migrants, Bénoué et Diamaré, dont les originaires se retrouvent en priorité dans leurs chefs-lieux, malgré une concurrence non négligeable des métropoles du Sud. Il y a, dans les villes, environ 30 000 originaires du Diamaré rural : 30% à Maroua, 25% à Garoua, 7% à Yaoundé, 5% à Yagoua et à Guider, 3% à Douala ; et 20 000 natifs de la Bénoué rurale : 20% à Garoua, 19% à Yaoundé, 12% à Maroua, 11% à Ngaoundéré, 10% à Douala, 7% à Guider, 3% à Kaélé. La dispersion est beaucoup plus forte pour ces derniers, plus proches des grands foyers de dynamisme, moins enracinés dans un système social et technique qui atteint son maximum de rigidité dans le Margui-Wandala et le Mayo Danay.

Les étrangers relativement peu nombreux (15 600 pour les villes du Nord (2), Nigériens et surtout Tchadiens), se concentrent surtout à Garoua (45% d'entre eux représentent 10,9% des citadins), puis Maroua (17%, soit 3,6% de la ville), Yagoua (6%, 6,4% de la ville), et Guider (5%).

Maroua s'avère donc le premier pôle d'attraction pour les originaires des départements du Diamaré, du Margui-Wandala et du Mayo Danay pris dans leur entier, le deuxième pour les étrangers, le troisième (après Yaoundé) pour les natifs de la Bénoué. Garoua est au premier rang pour ceux-ci, comme pour les non-Camerounais de la province, au second partout où Maroua vient en tête. Yagoua, Mokolo et Guider sont peuplés en priorité de migrants du Diamaré. Les autres bourgs n'ont qu'un rayonnement dérisoire.

LES ACTIVITÉS DES CITADINS

Plutôt que d'énumérer fonctions et services qu'abritent ces villes (ou présumées telles), l'image la plus précise de leurs activités nous est donnée par le bilan des *activités professionnelles des citadins*, telles que l'indique le recensement de 1976 (3).

(1) L'ensemble des pays étrangers étant traités comme l'un d'eux.

(2) En 1976 n'avait pas encore commencé l'afflux des réfugiés tchadiens – plusieurs dizaines, voire centaines de milliers – avec repli de certaines fonctions de Ndjaména sur Kousséri et sur Maroua.

(3) Les chiffres publiés dans les « listings » concernent les « populations urbaines » par arrondissement. Dans la plupart des cas, comme à Maroua, Yagoua, Kaélé, etc., pas de problème : il n'y a qu'une seule ville par arrondissement. Par contre, les résultats de Garoua se trouvent regroupés avec ceux de Pitoa, ceux de Guider avec Mayo Oulo (mais pas Figuil, sans rôle administratif), Mokolo avec Koza (et Bourrah, que l'on

Les vingt agglomérations que nous pouvons analyser (1), regroupent 61 400 personnes actives (deux sexes réunis), soit 28 % de leur population totale. La plupart des villes se tiennent autour de cette moyenne : Guider (28,8 %), Garoua (29,8 %) un peu au-dessus, Kousséri (26,3 %), Mokolo (25,9 %), Maroua (25,6 %) un peu au-dessous (2). Ne s'écartent de la norme que Kaélé (20,6 %) vers le bas, Yagoua (33 %), Kar-Hay (41,6 %) et Méri (44,8 %) vers le haut. Ces deux derniers cas s'analysent assez facilement : ce ne sont que des bourgades administratives, où, hormis les fonctionnaires, il n'y a pratiquement rien. L'écart entre Kaélé et Yagoua, dans le même milieu des « Païens de plaine », s'explique moins bien (3). En tout cas, les villes du Nord ont le même taux d'activité que celles du Sud : 27,5 % à Bafoussam, 28,4 % à Victoria, 29,2 % à Bamenda (les deux capitales ont un peu plus : Yaoundé 29,8 %, Douala 31,7 % : il est logique – mais non automatique – que les villes les plus dynamiques aient les plus fortes proportions d'actifs). Donc environ un citadin sur quatre, c'est-à-dire un adulte sur deux : le travail urbain (déclaré) paraît être – partout – essentiellement masculin.

De ce total, il faut retirer 5 200 « emplois non déterminés » et « à la recherche du premier emploi », dont environ la moitié à Garoua : il est plus difficile de codifier la diversité des activités d'une grande ville et surtout elle attire en masse les jeunes déscolarisés en quête de travail, soit 14,5 % de la population active, contre 6,5 % seulement à Maroua, certainement beaucoup moins attractive pour ces derniers (Ngaoundéré, en pleine croissance : 16 %).

Il y a donc, dans nos vingt agglomérations, 56 130 citadins dont on connaît l'activité : 45,3 % travaillent dans le secteur agricole, 22,2 % dans les services administratifs (publics ou privés), 13,2 % dans le commerce, 9,7 % dans la production (artisanat et industrie confondus), 5,6 % dans le bâtiment et les travaux publics, 3,1 % dans les transports. Les emplois réellement urbains dans les villes du Nord ne sont donc que 30 700 (4), pour près de deux millions d'habitants. Mais il faut, évidemment, nuancer les choses de ville à ville.

**

La proportion d'« actifs ruraux » est l'indicateur le plus simple et le plus fiable de la nature urbaine ou non des agglomérations, qui dévoilent ici à nouveau leur faiblesse d'ensemble : deux villes seulement n'ont pas le secteur rural pour première activité, Garoua et Kousséri (c'est aussi le cas de Ngaoundéré). Elles ne sont que cinq où les agriculteurs font moins de 50 % du total : 20,6 % à Kousséri (24,8 % à Ngaoundéré), 27,1 % à Garoua, 33,8 % à Mora, 38,4 % à Maroua, 48,2 % à Poli. Dans sept cas, ils dépassent 75 % des actifs : 75,8 % à Logone Birni, 76,9 % à Koza, 78,2 % à Pitoa, 78,8 % à Mindif, 81,2 % à Tcholliré et même 83,7 % à Méri. On ne peut, dans ces conditions, parler là de « villes ».

– Le secteur des « services fournis à la collectivité ou aux individus » (tout ce qui

tiendra ici pour négligeable). Il faut donc se livrer à une petite gymnastique pour rendre à chacun son dû : la liste des « zones de dénombrement » permet d'abord de répartir les actifs entre les agglomérations (il faut bien supposer que leurs proportions d'actifs sont les mêmes), puis, grâce au « pourcentage de population rurale » donné avec elle, de redistribuer à chaque ville ses actifs ruraux. La répartition des actifs des autres secteurs (heureusement peu nombreux dans ces bourgades qui « parasitent » ainsi les grandes) ne peut être qu'approximative.

Rappelons qu'il s'agit des chiffres bruts sans l'intervention ultérieure de coefficients de redressement.

(1) Le cas de Ngaoundéré restera évoqué à titre comparatif.

(2) Ngaoundéré : 27,3 %.

(3) L'ancienneté de la CFDT aurait permis le regroupement autour de ses vieux salariés de nombreux « parasites » ? En milieu rural non répulsif, Yagoua n'attirerait que ceux qui ont besoin d'y travailler ? Il faudrait une analyse sociale très fine pour rendre compte de ces écarts.

(4) Au lieu de 95 000 dans la ville de Douala et 70 000 à Yaoundé.

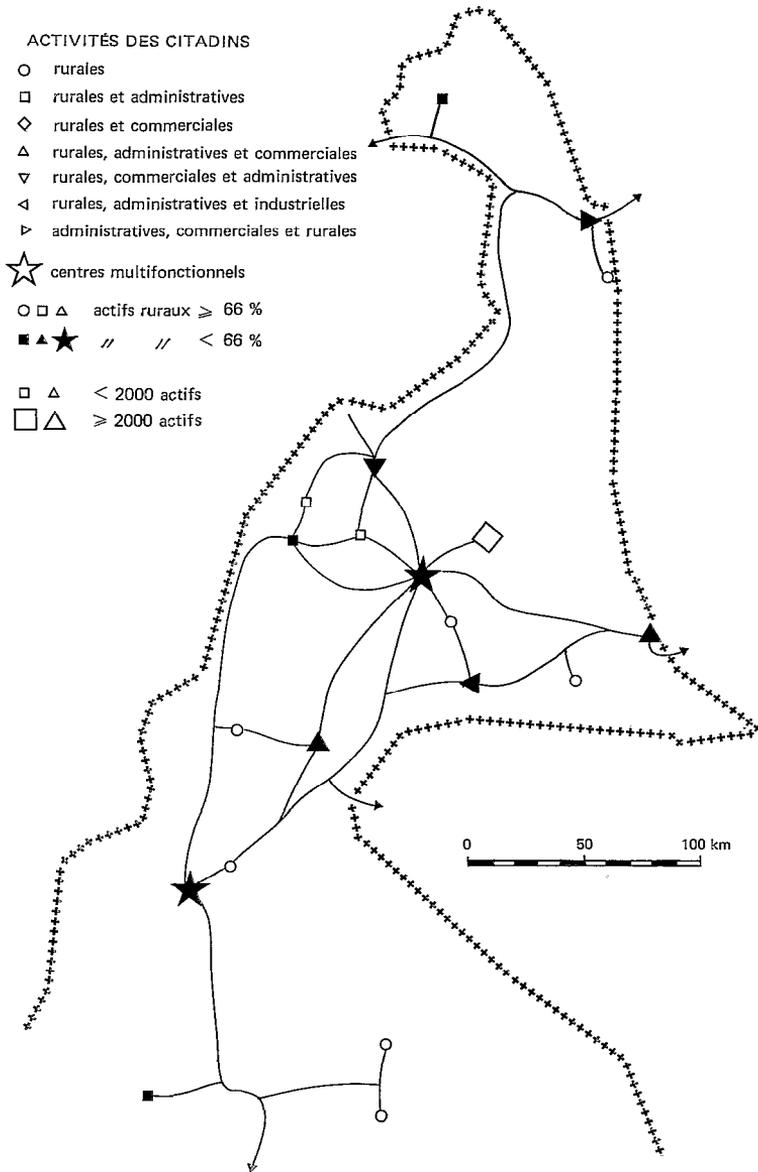


Fig. 80 Fonctions des villes

est *administration*, services publics, loisirs, réparation...) est surtout représenté à Garoua (4 200 actifs) et Maroua (3 700). Yagoua (950), Kousséri (900), et surtout Guider (600) et Kaélé (450) viennent loin derrière. Mais en proportion, c'est Mokolo qui vient en tête (33,6 % des actifs urbains), devant Kousséri et Poli (30,9 %, 30,8 %). Garoua n'est qu'en quatrième position (27,7 %, à égalité avec Ngaoundéré), devant Mora (26,4 %), Maroua (24,7 %), Yagoua (22,2 %), Kaélé (21,9 %) ... Prépondérance donc des préfectures, mais aussi de certaines petites sous-préfectures qui n'ont de fonctions qu'administratives. Les valeurs les plus faibles se trouvent à Kar-Hay (5,7 %), Mindif (7,5 %), Pitoa et Bogo (8,7 %), Tcholliré (9,3 %), Mayo Oulo et Logone Birni (9,5 %), bien peu animées par leur rôle officiel (trop récent, dans plusieurs cas).

– La *fonction commerciale* est plus forte à Maroua (2 400 actifs) qu'à Garoua (2 150), devant Kousséri (850), Yagoua (500), Guider (450), Mora (250). C'est à Mora que la proportion de négociants est la plus forte (28,9 %), puis à Kousséri (28,4 %), loin devant Maroua (15,8 %, alors que Ngaoundéré : 18,2 %) et Garoua (14,1 %), Yagoua (11,8 %), Bogo (10 %) ... Les moins commerçantes des agglomérations sont Pitoa (4,8 %), Tcholliré (3,8 %), Koza (3 %), Méri (0,8 %).

– Les *activités de transformation* (industrielles ou artisanales) sont fortement concentrées à Garoua (2 150) et à Maroua (1 650) ; Kaélé et Guider (350), Yagoua (250) ont tout de même des chiffres non négligeables : en proportion, c'est Kaélé qui l'emporte, grâce aux installations de la SODECOTON (15,8 %), devant Garoua (14,1 %), Maroua (11,1 %), Ngaoundéré (10,5 %), Bogo (9,2 %), Kousséri (6,7 %). Méri n'en compte que 0,3 %, Koza 1,2 %, Mokolo 2 %, Kar-Hay 2,2 % ...

– Le secteur des activités du *bâtiment* et des travaux publics l'emporte à Garoua (1 550), Maroua (800), Guider, Yagoua (150), soit 10,2 % des actifs de Garoua, (8,1 % à Ngaoundéré), 5,5 % à Maroua ... Méri, Mindif, Kar-Hay, Koza, s'échelonnent de 0,5 à 1,5 %.

– Les *transports* sont importants à Garoua (700, moins que Ngaoundéré : 850), Maroua (600), négligeables ailleurs : Guider (70), Yagoua (60), Bogo (25) ... Moins de 0,5 % des actifs à Mindif, Kar-Hay, Koza, et Mokolo ; 4 % à Maroua, 4,7 % à Garoua, 6,1 % à Kousséri (9,7 % à Ngaoundéré, revitalisée par son terminus ferroviaire).

– Les banques, assurances et autres *services financiers* n'existent pratiquement qu'à Garoua (135 actifs), Maroua (50), Yagoua (30). De même les fournitures d'eau, gaz, électricité : Garoua : 160, Maroua : 25.

A cette fastidieuse énumération, des *constantes* apparaissent rapidement, qui personnalisent vigoureusement les villes. Tout d'abord *deux capitales économiques* : Garoua et Maroua, qui dominent de façon écrasante la vie urbaine régionale. A elles deux, ces villes regroupent les deux-tiers de l'ensemble des actifs non-ruraux : 61 % des commerçants (seul secteur où Maroua l'emporte sur Garoua), 63 % des administratifs, 69 % des producteurs, 75 % du bâtiment et des transports, 80 % de la fourniture d'eau-électricité et des prestations financières... Les autres villes « pèsent » infiniment moins : Kousséri, isolée dans l'extrême Nord, réunit 8 % des actifs non-ruraux, Yagoua : 6 %, Guider : 5 %, Kaélé : 3 %, Bogo et Mora : 2 % ... Avec cependant des nuances sensibles : Kousséri compte surtout dans le commerce, les transports, l'administration ; Yagoua dans l'administration et le commerce ; Kaélé et Guider dans le secteur industriel... (cf. tableau ci-dessous).

Tableau 30 : Part des principales villes dans le total des actifs urbains

Secteur	Garoua	Maroua	Autres villes			
Administration, services	33 %	30 %	Yagoua	8 %	Kousséri	7 %
Commerce	29 %	32 %	Kousséri	11 %	Yagoua	7 %
Production	39 %	30 %	Kaélé	6 %	Guider	6 %
Bâtiment, T.P.	49 %	26 %	Kousséri	5 %	Guider	5 %
Transports	41 %	34 %	Kousséri	10 %	Guider	4 %
Services financiers	59 %	21 %	Yagoua	12 %	Kousséri	4 %
Eau-électricité	70 %	10 %	Kousséri	15 %	Guider	3 %
Total actifs non-ruraux	36 %	30 %	Kousséri	8 %	Yagoua	6 %
			Guider	5 %	Kaélé	3 %
Actifs ruraux en ville	16 %	23 %	Guider	12 %	Yagoua	9 %

**

Des *types fonctionnels urbains* se dégagent donc nettement, en isolant les secteurs qui occupent au moins 10 % des citadins actifs (fig. 80).

1) *Centres ruraux*, où les actifs agricoles sont en majorité écrasante (de 73 à 84 %), malgré un petit rôle de chef-lieu de district (Mayo Oulo) ou de sous-préfecture (Mindif, Kar-Hay), rôle d'ailleurs récent (postérieure à l'Indépendance). Pitoa, sans fonctions administratives, n'est pas la plus rurale (78 %). Soit sept agglomérations, environ 20 000 habitants (9 % des citadins de notre zone) qui ne méritent guère le qualificatif d'urbains.

2) *Centres bi-fonctionnels* : tous sont à dominante rurale, plus ou moins accentuée (de 48 à 84 %), mais avec la présence d'une seconde activité importante :

– le commerce dans un cas : Bogo (10 % de négociants, 67 % de paysans), vieux foyer de négoce au cœur du pays peul ;

– l'administration dans cinq autres, selon le poids des activités rurales décroissant : Méri (84 % et 14 %), Koza (77 % et 17 %), Makary, Mokolo (56 % et 33 %) et Poli, chiffres qui ne laissent vraiment pas grande place pour d'autres activités : il y a juxtaposition – sans interpénétration – d'une fonction administrative, parfois puissante (Mokolo est préfecture), et d'une masse restée rurale.

En tout, ces six agglomérations réunissent 21 000 habitants (9 % des citadins), aux caractères faiblement urbains.

3) *Centres tri-fonctionnels* : il s'agit désormais de véritables villes, aux activités diversifiées.

Le rôle des ruraux reste prépondérant dans la plupart des cas, précédant celui des services administratifs à Guider (66 % de ruraux, 20 % d'administratifs, 10 % de commerçants), à Yagoua (56 % de ruraux, 22 % d'administratifs, 12 % de commerçants) et à Kaélé (51 % de ruraux, 22 % d'administratifs, 15 % de producteurs), ainsi qu'à Mora, où la fonction administrative ne vient qu'après le rôle commercial (respectivement 34 %, 29 % et 26 %).

Voici donc une préfecture (assez isolée des grands centres) et trois grosses sous-préfectures – en tout 62 000 habitants (26 % des citadins) – qui forment l'armature principale du réseau urbain du Nord.

4) Enfin deux grandes *villes multi-fonctionnelles*, qui offrent tout l'éventail des activités urbaines, plus proches des campagnes à Maroua (38 % de ruraux, 25 % d'administratifs, 16 % de commerçants, 11 % de producteurs) qu'à Garoua

(administration : 28 %, agriculture : 27 %, commerce et production : 14 % chacun, bâtiment : 10 % (1). Garoua (64 000 citadins, 27 % de ceux de notre zone) et Maroua (67 000 hab., 29 %) représentent donc bien *les deux pôles majeurs de l'organisation régionale*.

*

**

Cet ensemble d'agglomérations plus ou moins citadines forme-t-il un « réseau urbain », un ensemble cohérent de relations et de dépendances ? On l'a déjà dit : le Cameroun est l'un des rares États africains à disposer de véritables réseaux urbains, avec d'authentiques capitales régionales. L'originalité de la province septentrionale et son éloignement par rapport aux centres de décision du Sud ont toujours imposé l'octroi à la région d'un minimum d'autonomie : dès les origines, Garoua a disposé d'une certaine délégation d'autorité administrative, tout comme le secteur commercial y installait ses succursales régionales. Garoua n'est donc pas l'émanation d'un dynamisme régional (comme peut l'être Bafoussam), mais la projection d'un appareil d'État et de puissances économiques basées dans le Sud.

Les autres « villes » ne sont, tous les chiffres le montrent, que des bourgades sans grande importance (Mérid représentant assez bien le « degré zéro » de l'urbanisation : quelques services urbains sans même un minimum de population regroupé autour), hormis quelques sous-préfectures ou préfectures un peu plus consistantes.

La seule véritable ville, la seule rivale possible pour Garoua, c'est Maroua, la vieille cité pré-coloniale. Les marchands foubé avaient fait de la bourgade guiziga le centre commercial de la région entre les Monts du Mandara et Logone, par dessus le morcellement ethnique. Longtemps, Maroua est restée la plus grande ville du Nord : c'est seulement de nos jours que Garoua la rattrape en chiffre de population. Au cours de la première décennie de l'indépendance, les fonctions de la capitale administrative provinciale ont décidément supplanté celles de Maroua : tout le grand commerce, l'essentiel des nouvelles implantations industrielles, les équipements sociaux et économiques modernes ont alors fait définitivement pencher la balance. Certes, Maroua a conservé un important commerce traditionnel, ainsi que l'indique le nombre élevé de ses patentes, mais les grandes entreprises (commerce de gros ou de luxe, banques, compagnies de transport...) se sont massivement concentrées sur Garoua (en 1970, 36 agences ou succursales de ces firmes à implantations multiples, contre 16 à Maroua), où les implantations nouvelles, les agrandissements et les projets d'installations se multipliaient, tandis que la même enquête (2) montrait une régression des activités et des fermetures d'agences à Maroua.

En 1974, une menace apparut contre la prépondérance de Garoua comme centre de redistribution du Nord du Cameroun : l'arrivée du chemin de fer transcamerounais à Ngaoundéré n'allait-elle pas entraîner sur cette dernière ville la fonction de stockage et d'éclatement qui était celle de Garoua pour tout le trafic provenant du Sud ou s'y rendant ? Il n'en a rien été : Ngaoundéré n'est restée qu'un lieu de transit, de transbordement entre le rail et la route ; Garoua avait acquis une prépondérance trop forte pour être désormais remise en question.

C'est elle, maintenant, qui, par sa structure administrative, sa centralisation économique, la puissance de ses services, unifie en une véritable région la mosaïque de peuples et de petits pays qui forment le Nord du Cameroun.

(1) Configuration analogue à celle de la troisième grande ville de la province, capitale de sa partie méridionale : Ngaoundéré compte 28 % d'administrateurs, 25 % de ruraux, 18 % de négociants, 10 % de producteurs et de transporteurs.

(2) Cf. Y. MARGUERAT : « Atlas du Cameroun : les villes et leurs fonctions », Abidjan-Yaoundé, 1973 : 77-85.